

# Communiqué



## Les leçons tirées du traité sur les mines terrestres pourraient bénéficier de la stratégie visant des munitions non explosées dans le Pacifique

### Le Prince Mired de la Jordanie lance un appel à l'acceptation universelle de la Convention dans la région

*Koror, Palau 26 octobre 2012* – Une réunion régionale de trois jours sur la mise en œuvre de la stratégie sur l'implémentation des munitions non explosées (UXO) du Forum des îles du Pacifique, a été conclue avec succès à Palau, avec un engagement renouvelé afin de coordonner les efforts visant à éliminer les dangers des explosifs datant de la seconde guerre mondiale. La réunion s'est concentrée en grande partie sur la manière dont les enseignements tirés de la mise en œuvre de l'historique Convention d'interdiction des mines antipersonnel, ou Convention d'Ottawa, pourrait s'appliquer à faire face aux défis UXO dans le Pacifique.

«Des États parties à la Convention ont officiellement reconnu que les leçons tirées de l'exécution des obligations de déminage étaient applicables afin de relever les défis associés à d'autres restes explosifs de guerre», a déclaré le Directeur de l'unité d'appui à l'application à la Convention, Kerry Brinkert. «Ils ont noté que dans de nombreux cas, les structures organisationnelles, les capacités qui ont été construites et les normes qui ont été établies en grande partie en raison de la nécessité de mettre en œuvre la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, pouvait également être appliquée de façon plus générale pour lutter contre la contamination des armes».

La réunion a souligné le meilleur exemple de la République de Palau en utilisant son adhésion à la Convention pour faire face aux problèmes causés par les munitions non explosées. «Je tiens à féliciter de tout cœur la République de Palau pour son leadership sur cette question dans le Pacifique», a déclaré Son Altesse Royale le Prince Raad Mired Al Hussein de Jordanie, qui opère en tant qu'Envoyé spécial de la Convention. «J'aimerais faire l'éloge de Palau pour ses grands efforts dans l'appropriation nationale et saluer les rôles très actifs joués par le Président de Palau, le Ministre d'État, et d'autres dirigeants, à établir un organe national de coordination et de procéder à la destruction systématique des munitions non explosées».

Lors de l'ouverture de la réunion, le Président de la République de Palau, Johnson Toribiong, a souligné qu'il avait soulevé la question des munitions non explosées dans le Pacifique lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. «A la suite de violents combats sur nos îles durant la seconde guerre mondiale, les explosifs pleuvaient sur nos terres», a déclaré le Président Toribiong. «Certains de ces explosifs se trouvent encore là-bas et posent un danger extrême pour la vie et les membres de notre peuple. Nous en appelons à la conscience du monde, en particulier à ceux qui en sont responsables, pour éliminer ce danger de notre milieu».

En 2011, les dirigeants du Forum des îles du Pacifique ont accueilli officiellement le développement d'une stratégie régionale des munitions non explosées. Cette stratégie sert de cadre pour coordonner les activités internationales et régionales et des ressources pour soutenir le

**Unité d'appui à l'application de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel**

GICHD | 7bis, avenue de la Paix | P.O. Box 1300 | 1211 Genève 1 | Suisse | t. + 41 (0)22 906 16 56  
f. + 41 (0)22 906 16 90 | [press@apminebanconvention.org](mailto:press@apminebanconvention.org) | [www.apminebanconvention.org](http://www.apminebanconvention.org)

développement de politiques de munitions non explosées et des plans nationaux d'action. La réunion s'est concentrée sur la mise en œuvre de cette stratégie.

Sept sur huit États membres du Forum des îles du Pacifique touchés par des munitions non explosées ont pris part à la réunion régionale : les États fédéraux de Micronésie, Kiribati, Nauru, Palau, la République des îles Marshall, les îles Salomon et Vanuatu. D'autres États membres participant à la réunion y figuraient, dont : l'Australie, les Îles Cook, les Samoa et les Tonga. La réunion a été parrainée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

La réunion régionale a également servi de plate-forme importante pour appeler à l'acceptation universelle de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. «La Convention est presque universalisée dans le Pacifique», a déclaré Son Altesse Royale le Prince Mired, notant que seuls trois États membres n'ont pas encore adhéré à la Convention. «J'appelle les États fédéraux de Micronésie, la République des îles Marshall et le Royaume des Tonga à prendre des mesures déjà entreprises par les 13 autres États membres du Forum des îles du Pacifique en adhérant à la Convention».

### **La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel**

La Convention a été adoptée à Oslo en 1997 et ouverte à la signature à Ottawa la même année. Elle est entrée en vigueur le 1er mars 1999.

À ce jour, 160 États sont parties à la Convention, 155 d'entre eux n'ont plus de stocks de mines antipersonnel. Plus de 44,5 millions de mines stockées ont été détruites par les États parties. Sur les 50 États qui autrefois fabriquaient des mines antipersonnel, 34 sont maintenant liés par l'interdiction de la Convention sur la production. La plupart des autres États ont mis en place un moratoire de production et / ou de transferts de mines.

Le déminage a permis que des millions de mètres carrés de terres autrefois dangereux, soient libérés pour l'activité humaine normale.

###

Pour plus de renseignements contactez-nous: [Press@APMineBanConvention.org](mailto:Press@APMineBanConvention.org) ou appelez-nous au +41 (0) 22 906 1656. Suivez la Convention par notre site [Web](#), [Facebook](#), [Flickr](#) ou [Twitter](#).